



CHAPITRE 64

CHAPTER 64

Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est
An Act to amend the charter of the town of Montreal East

[Sanctionnée le 20 mai 1943]

[Assented to, the 20th of May, 1943]

Preamble.
le.

ATTENDU que la ville de Montréal-Est a, par sa pétition, représenté:

Qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 24 George V, chapitre 100, telle que modifiée par les lois 25-26 George V, chapitre 131, et 2 George VI, chapitre 106, soit de nouveau modifiée en y insérant certaines dispositions; et

Que le 5 septembre 1915, par un acte de fiducie reçu devant J.-E. Coderre, N.P., sous le numéro 1292 de ses minutes, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier le 4 octobre 1916, sous le No 329,147, la ville de Montréal-Est, se prévalant des dispositions de la Loi pour aider la construction de maisons d'habitation dans les cités, villes et villages (4 George V, chapitre 47), adoptée par la Législature de Québec le 19 février 1914, a garanti, par son endossement, des obligations au montant de cent mille dollars, émises par la Compagnie de Construction de Maisons et d'Habitations Salubres Limitée, constituée en corporation par lettres patentes octroyées par le lieutenant-gouverneur-en-conseil, aux fins de construire des logements ouvriers dans les limites de la ville de Montréal-Est, sur des terrains lui appartenant et sur lesquels elle accordait, par ledit acte, à la ville de Montréal-Est, une première hypothèque pour la garantir de son endossement; et

WHEREAS the town of Montreal East has, by its petition, represented:

That it is necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 24 George V, chapter 100, as amended by the acts 25-26 George V, chapter 131, and 2 George VI, chapter 106, be further amended by inserting certain provisions therein; and

That on the 5th of September, 1915, by a deed of trust before J. E. Coderre, N.P., under the number 1292 of his minutes, duly registered in the registry office of Hochelaga and Jacques Cartier on the 4th of October, 1916, under the No. 329,147, the town of Montreal East, availing itself of the provisions of the Act to assist in the construction of dwelling houses in cities, towns and villages (4 George V, chapter 47), passed by the Quebec Legislature on the 19th of February, 1914, guaranteed, by endorsement, bonds amounting to one hundred thousand dollars, issued by the *Compagnie de Construction de Maisons et d'Habitations Salubres Limitée*, incorporated by letters patent granted by the Lieutenant-Governor in Council, for the purpose of constructing workmen's dwellings within the limits of the town of Montreal East, on lands belonging to it and upon which it granted, by the said deed, a first hypothec to the town of Montreal East to secure the latter for its endorsement; and

Que le 28 juin 1917, par un acte de fiducie reçu devant J.-E. Coderre, N.P., sous le numéro 1382 de ses minutes et dûment enregistré au bureau d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier, le 30 juin, 1917, sous le No 344,549, la ville de Montréal-Est, se prévalant des dispositions de la Loi pour aider à la construction de maisons d'habitation dans les cités, villes et villages, (4 George V, chapitre 47), adoptée par la Législature de Québec, a garanti des obligations au montant de cent mille dollars, émises par la Compagnie de Constructions Hygiéniques Limitée, constituée en corporation par lettres patentes octroyées par le lieutenant-gouverneur-en-conseil, aux fins de construire des logements ouvriers dans les limites de la ville de Montréal-Est, sur des terrains lui appartenant, et sur lesquels elle accordait, par ledit acte, à la ville de Montréal-Est, une première hypothèque pour la garantir de son endossement; et

Que le 8 août 1917, par un acte de fiducie reçu devant J.-E. Coderre, N.P., sous le numéro 1388 de ses minutes, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier, le 8 août 1917, sous le No 350,084, la ville de Montréal-Est, se prévalant des dispositions de la Loi pour aider à la construction de maisons d'habitation dans les cités, villes et villages (4 George V, chapitre 47), a garanti des obligations au montant de cent mille dollars, émises par la *Montreal East Construction Company Limited* constituée en corporation par lettres patentes octroyées par le lieutenant-gouverneur-en-conseil, aux fins de construire des logements ouvriers dans les limites de la ville de Montréal-Est, sur des terrains lui appartenant et sur lesquels elle accordait, par ledit acte, à la ville de Montréal-Est, une première hypothèque pour la garantir de son endossement; et

Qu'après avoir obtenu ces garanties, les trois susdites compagnies ont construit des maisons d'habitation sur un certain nombre de leurs terrains; et

Qu'au printemps de 1920, les trois compagnies susdites, ne pouvant plus rencontrer leurs obligations, cédèrent à la ville de Montréal-Est les immeubles hypo-

That, on the 28th of June, 1917, by a deed of trust before J. E. Coderre, N. P., under the number 1382 of his minutes, duly registered in the registry office of Hochelaga and Jacques Cartier on the 30th of June, 1917, under the number 344,549, the town of Montreal East, availing itself of the provisions of the Act to assist in the construction of dwelling-houses in cities, towns and villages (4 George V, chapter 47), passed by the Quebec Legislature, guaranteed bonds amounting to one hundred thousand dollars, issued by the *Compagnie de Constructions Hygiéniques Limitée*, incorporated by letters patent granted by the Lieutenant-Governor in Council, for the purpose of constructing workmen's dwellings within the limits of the town of Montreal East, on lands belonging to it and upon which it granted, by the said deed, a first hypothec to the town of Montreal East to secure the latter for its endorsement; and

That on the 8th of August, 1917, by a deed of trust before J. E. Coderre, N.P., under the number 1388 of his minutes, duly registered in the registry office of Hochelaga and Jacques Cartier on the 8th of August, 1917, under the No. 350,084, the town of Montreal East, availing itself of the provisions of the Act to assist in the construction of dwelling-houses in cities, towns and villages (4 George V, chapter 47), guaranteed bonds amounting to one hundred thousand dollars, issued by the *Montreal East Construction Company Limited*, incorporated by letters patent granted by the Lieutenant-Governor in Council, for the purpose of constructing workmen's dwellings within the limits of the town of Montreal East, on lands belonging to it and upon which it granted, by the said deed, a first hypothec to the town of Montreal East, to secure the latter for its endorsement; and

That, after obtaining these guarantees, the aforesaid three companies built dwelling-houses on a certain number of their lands; and

That, in the spring of 1920, the aforesaid three companies, being no longer able to meet their obligations, ceded to the town of Montreal East the immoveables

théqués en sa faveur, la ville assumant le paiement desdites obligations et des autres dettes desdites compagnies relatives à la construction desdites maisons, en vertu d'un acte de cession par la compagnie de Constructions Hygiéniques Limitée passé devant J.-E. Coderre, notaire, le 14 mai 1920, sous le No 1613 de ses minutes, enregistré au bureau d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier le 1er juin 1920, sous le No 400,155, et en vertu d'un autre acte de cession par la compagnie de Construction de Maisons et d'Habitations Salubres Limitée passé devant J.-E. Coderre, notaire, le 14 mai 1920, sous le No 1612 de ses minutes, enregistré au bureau d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier le 1er juin 1920, sous le No 400,154, et aussi en vertu d'un autre acte de cession par la *Montreal East Construction Company Limited*, passé devant J.-E. Coderre, notaire, le 17 mai 1920, sous le No 1614 de ses minutes et enregistré au bureau d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier le 1er juin 1920, sous le No 400,156; et

Que, conformément auxdits actes de cession, la ville de Montréal-Est a entièrement acquitté lesdites obligations et lesdites dettes desdites compagnies; et

Que, depuis, la ville de Montréal-Est a vendu, par ventes privées, un grand nombre desdits immeubles, mais des doutes se sont élevés quant au pouvoir de la ville de disposer de ces immeubles par ventes privées, vu l'absence de dispositions à cet effet dans la Loi pour aider à la construction de maisons d'habitation dans les cités, villes et villages (4 George V, chapitre 47), ou la Loi des cités et villes; et

Que, se prévalant des dispositions de la Loi pourvoyant à la construction de logements ouvriers et à des avances aux municipalités (9 George V, chapitre 10), sanctionnée le 17 mars 1919, la ville a, en 1920, emprunté certaines sommes d'argent du gouvernement de la province pour construire elle-même des maisons d'habitation, tant sur les immeubles ainsi acquis des trois compagnies susdites que sur d'autres terrains appartenant à la ville, et que la ville a, depuis, entièrement

hypothecated in its favour, the town assuming the payment of the said bonds and of the other debts of the said companies respecting the construction of the said houses, under a deed of assignment by the *Compagnie de Constructions Hygiéniques Limitée* passed before J. E. Coderre notary, on the 14th of May, 1920, under the No. 1613 of his minutes, registered in the registry office of Hochelaga and Jacques Cartier on the 1st of June, 1920, under the No. 400,155, and under another deed of assignment by the *Compagnie de Construction de Maisons et d'Habitations Salubres Limitée*, passed before J. E. Coderre, notary, on the 14th of May, 1920, under the No. 1612 of his minutes, registered in the registry office of Hochelaga and Jacques Cartier on the 1st of June, 1920, under the No. 400,154, and also under another deed of assignment by the *Montreal East Construction Company Limited*, passed before J. E. Coderre, notary, on the 17th of May, 1920, under the No. 1614 of his minutes and registered in the registry office of Hochelaga and Jacques Cartier on the 1st of June, 1920, under the No. 400,156; and

That, in accordance with the said deeds of assignment, the town of Montreal East has entirely discharged the said bonds and debts of the said companies; and

That the town of Montreal East has since sold a great many of the said immovables by private sales, but doubts have arisen as to the town's power to dispose of such immovables by private sales, owing to the absence of provisions to that effect in the Act to assist in the construction of dwelling-house in cities, towns and villages (4 George V, chapter 47) or in the Cities and Towns Act; and

That the town, availing itself of the provisions of the Act to provide for the construction of workmen's dwellings and for advances to municipalities (9 George V, chapter 10), assented to on the 17th of March, 1919, borrowed certain sums of money in 1920 from the Provincial Government to build dwelling-houses itself, both on the immovables so acquired from the above-mentioned three companies and on other lots belonging to the town, and it has since entirely repaid the

remboursé lesdits emprunts au gouvernement de la province; et

Que, depuis, la ville a revendu, par ventes privées, tous les immeubles ainsi construits par elle, mais que des doutes se sont élevés quant au pouvoir de la ville de disposer desdits immeubles par ventes privées, la ville n'ayant pas suivi les formalités exigées par les articles 576 et suivants de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233); et

Que par un acte passé devant J.-E. Coderre, notaire, le 1er avril 1921, sous le No 1659 de ses minutes, enregistré au bureau d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier, le 13 mai 1921, sous le No 421,260, la ville de Montréal-Est a échangé avec Joseph Versailles certains lots vacants situés dans son territoire et qu'il s'est élevé des doutes quant à la validité dudit acte d'échange, parce que ledit Joseph Versailles était alors maire de la ville et qu'il a présidé la séance du conseil où ledit acte a été approuvé; et

Qu'en vue d'éviter la possibilité de tous recours contre la ville, il est opportun de faire disparaître tous ces doutes; et

Qu'il est opportun d'amender la charte de la ville de Montréal-Est pour pourvoir à des sanctions plus efficaces au cas de contravention aux règlements de circulation; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La ville de Montréal-Est a toujours eu le droit de vendre, sans autre formalité qu'une résolution de son conseil municipal, de gré à gré, par ventes privées ou autrement, les immeubles qu'elle a acquis de la Compagnie de Constructions Hygiéniques Limitée, de la Compagnie de Construction de Maisons et d'Habitations Salubres Limitée et de la *Montreal East Construction Company Limited*, ou les immeubles sur lesquels elle a elle-même construit des maisons d'habitation avec de l'argent par elle emprunté du gouvernement de la province, sous l'empire de la Loi pourvoyant à la

said loans to the Provincial Government; and

That, since then, the town has resold, by private sales, all the immoveables so built by it, but doubts have arisen as to the town's power to dispose of the said immoveables by private sales, the town not having complied with the formalities required by sections 576 and following of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233); and

That, by a deed before J. E. Coderre, notary, passed on the 1st of April, 1921, under the No. 1659 of his minutes, and registered in the registry office of Hochelaga and Jacques Cartier on the 13th of May, 1921, under the 421,260, the town of Montreal East exchanged certain vacant lots situated in its territory with Joseph Versailles and doubts have arisen as to the validity of the said deed of exchange, as the said Joseph Versailles was then mayor of the town and presided over the council sitting at which the said deed was approved; and

That, in order to avoid the possibility of any recourse against the town, it is expedient to remove all such doubts; and

That it is expedient to amend the charter of the town of Montreal East in order to provide more effective sanctions in the case of infringement of the traffic by-laws; and

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The town of Montreal East has always had the right to sell, without other formality than a resolution of its municipal council, by mutual agreement, by private sale or otherwise, the immoveables which it acquired from the *Compagnie de Constructions Hygiéniques Limitée*, from the *Compagnie de Construction de Maisons et d'Habitations Salubres Limitée* and from the Montreal East Construction Company Limited, or the immoveables upon which it has itself constructed dwelling-houses with money borrowed by it from the Government of the Province, under the

Authority to sell property confirmed.

Droit de vendre immeubles, confirmé.

construction de logements ouvriers et à des avances aux municipalités (9 George V, chapitre 10), et les dispositions des articles 576, 577 et 578 de la Loi des cités et villes, ne se sont jamais appliquées à ces ventes. La présente disposition ne s'applique qu'aux ventes faites dans le passé.

Act to provide for the construction of workmen's dwellings and for advances to municipalities (9 George V, chapter 10), and the provisions of sections 576, 577 and 578 of the Cities and Towns Act have never applied to such sales. This provision shall only apply to sales made in the past.

Acte d'échange.

2. L'acte d'échange passé devant J.-E. Coderre, notaire, le 1er avril, 1921, sous le No 1659 de ses minutes, entre Joseph Versailles et la ville de Montréal-Est et autorisé par une résolution du conseil municipal de ladite ville en date du 16 février, 1921, n'est pas invalidé par le fait que ledit Joseph Versailles, alors maire de ladite ville, ait présidé ladite séance.

2. The deed of exchange passed before J. E. Coderre, notary, on the 1st of April, 1921, under the No. 1659 of his minutes, between Joseph Versailles and the town of Montreal East, authorized by a resolution of the municipal council of the said town dated the 16th of February, 1921, shall not be invalidated by the fact that the said Joseph Versailles, then mayor of the said town, presided over the said sitting. Deed not invalidated.

Assignation pour contravention aux règlements de circulation.

3. 1. Dans le cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, l'agent de la paix constatant cette infraction peut remplir, sur les lieux mêmes où ladite infraction a été commise, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction, et remet au conducteur du véhicule, ou dépose dans un endroit apparent dudit véhicule, une copie de ce billet et en apporte l'original au bureau du chef de police.

3. 1. In the event of infringement of the municipal by-laws relating to traffic and public safety, the police officer to whom notice of such infraction has come may fill out, on the very spot where such infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on the said vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the office of the chief of police. Summons for traffic offences.

Sommation.

2. Les dispositions qui précèdent n'empêcheront pas l'agent de la paix, s'il le juge à propos, de porter une plainte ou de faire émettre une sommation suivant la loi.

2. The above provisions shall not prevent the police officer from lodging a complaint or from having a summons issued according to law, if he deems it advisable to do so. Alternative procedure.

Paiement d'amende.

3. Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle, en se présentant au bureau du directeur du service de la police dans le délai spécifié dans l'avis et en y payant une somme de deux dollars comme amende. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui en est donné par le directeur du service de la police ou par son représentant, libèrent ladite personne de toute autre pénalité relativement à l'infraction par elle commise.

3. Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the office of the director of the police department within the delay mentioned in the notice and by paying thereat a sum of two dollars as fine. The payment of said fine and the receipt therefor given to him by the director of the police department or his representative shall free the said person from any other penalty in connection with the infraction committed by him. Payment of fine.

Plainte.

4. Si la personne en possession de cet avis refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai qui y est mentionné, l'agent de la paix doit porter contre elle une plainte conformément à la loi.

4. If the person in possession of such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned, the police officer shall lodge against him a complaint in accordance with the law. Complaint.

Percep-
tion vali-
dée.

5. Les sommes déjà perçues comme amende par la ville, suivant ce mode de perception des amendes, sont déclarées avoir été légalement perçues et la ville est autorisée à les retenir.

5. The sums already collected as fines by the town according to this mode of collection of fines are declared to have been legally collected and the town is authorized to retain the same.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.